GRAND FRÈRE VEILLE

(première partie)

ou

... Quand les spécialistes décident pour moi

Étrange conception de la démocratie que celle de nos dirigeants politiques qui tentent de mille façons d'inviter les travailleurs à la résignation face aux divers maux qui les frappent, prétextant la conjoncture, les conversions et autres mutations technologiques... Et, après tout, « l'effet Chevènement » ne relèverait-il pas de la même stratégie qui consiste à convaincre les gens de la désuétude de leurs valeurs (de préférence celles de gauche) face aux nécessités du marché et aux prévisions hautement scientifiques des « spécialistes-qui-ne-se-trompent-jamais. »
Autrement dit, peut-on accepter que la modernisation passe obligatoirement par un maintien, voire un accroissement de la sélection et de la compétition. C'est toute la société qui est en jeu.

LE GRAND DUEL

Lorsqu'il s'agit d'éducation, les gens, qu'ils soient ou non pédagogues, se réfèrent à deux principes qui se font face : la réussite scolaire et l'épanouissement de l'enfant. On pourrait établir toute une palette de prises de positions éducatives en fonction de ces deux entités ; les unes tendant vers plus d'épanouissement, les autres vers plus de sélection.

Ainsi pourrait-on croire que les données sont définitivement figées dans cette espèce de contradiction insurmontable, au point d'imaginer qu'il faille trancher en occultant l'une pour privilégier l'autre. Quand, au contraire, l'on choisit d'affronter cette dialectique, on en vient naturellement à établir toute une série de compromis ayant pour fonction de tendre, d'équilibrer les deux valeurs antagonistes. Et, selon moi, c'est en cela que réside toute la richesse de l'action éducative car, en prise directe sur la vie, cette dynamique convie à une constante vigilance pour qui veut bien faire.

Aujourd'hui, justement, ce qui me semble préoccupant, c'est l'éviction, par un grand nombre de nos concitoyens et de nos dirigeants, de cette dialectique entre la réussite et l'épanouissement.

L'heure n'est plus, selon la plupart, aux « interrogations métaphysiques » ; la crise aidant, chacun se recroqueville dans sa coquille en espérant survivre au déluge. Quant à nos dirigeants, il n'est pas très étonnant qu'ils choisissent de caresser dans le « bon sens » (près de chez vous) du poil à coups de poncifs hideux, étant donné qu'ils ont besoin de toute la docilité de leur cheptel humain pour faire justement accepter le déluge dû aux « mutations technologiques ». Toutefois, il est amer de constater que ce gouvernement

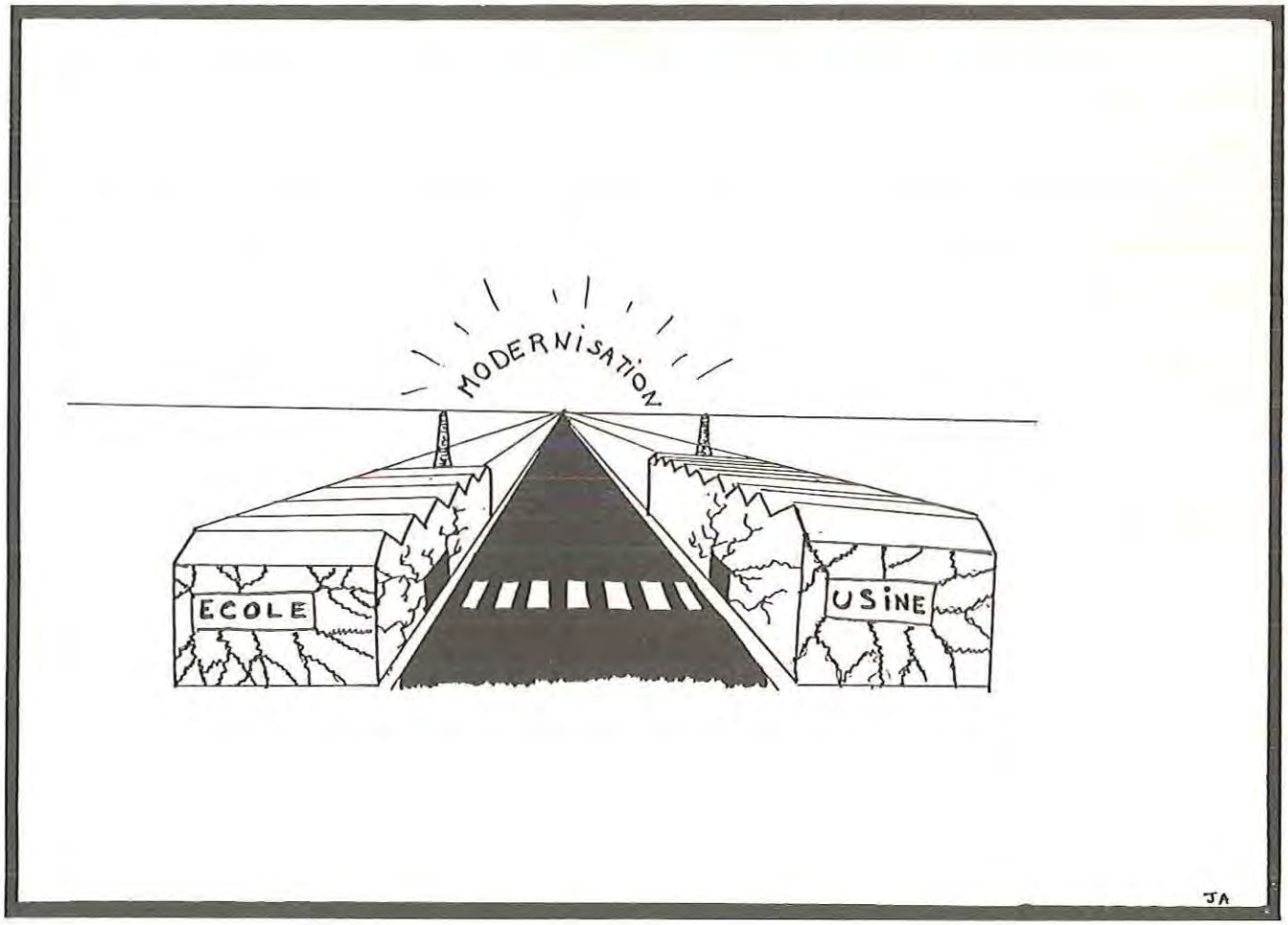
porteur d'espoirs populaires il n'y a pas si longtemps, ait pu opter pour le camp adverse : celui de l'élite, de la sélection et de ceux qui dégainent plus vite que les autres... Finies les belles utopies d'un certain mai 81 où l'on espérait enfin voir la raison poindre : TOUS les droits de l'homme respectés ! La mise à jour (et en application !) des idées mûrement réfléchies dans la semi-clandestinité de l'ère giscardienne.
Malheureusement, par timidité ou incapacité à gérer la machine infernale du Pouvoir, on alla rarement à l'essentiel : des concertations avortées dans les écoles et les lycées, au débat du mercredi contre le samedi, on contourna les vraies questions. A la manière des adolescents provoquant les adultes pour se prouver à eux-mêmes qu'ils sont capables de faire front au vieux monde, on ressortit le vieux spectre vide de l'école privée, le secouant tant et si bien que l'on réveilla le monstre sommeillant. Du coup, on implora un nouveau roi qui, d'un coup de baguette magique aux couleurs arc-en-ciel (celles des Instructions officielles), dissipa tout malentendu, étouffant la révolte versaillaise dans l'œuf, semant sur son sillage cette énorme évidence : « Inutile de s'acharner les uns contre les autres puisque nous sommes tous du même camp, celui de la sélection ». Alors, après la liesse, l'état de grâce, épuisé à force de batailles contre les moulins à vent privés de France et de Navarre, aigri par tant de vélléités déçues, suffoqué par tant d'horreur, chacun rentra chez soi, bannière sous le bras et le feu s'éteignit ; pire, il ravagea nos derniers espoirs de voir la vie changer par le haut.
La mort d'un mythe engendre toujours une souffrance.
« Vienne la nuit
Sonne l'heure
Mes jours s'en vont
Je demeure. »

LA FIN DES ILLUSIONS ?

Il fut un temps où les propos étonnamment réactionnaires de notre ministre de l'Éducation nationale ne semblaient qu'être tactique, voire même stratégie politicienne : prôner le retour aux anciennes valeurs, à la pédagogie du modèle, aurait permis de désamorcer la bombe de l'école privée pour mieux engager le changement tant souhaité. Malheureusement, il s'avère que l'engin désarmorcé, les discours et les directives ne sont pas modifiés. Bien au contraire, caution est portée aux partisans de la pédagogie traditionnelle qui retrouvent soudain une virilité endormie depuis une bonne vingtaine d'années. C'est là finalement que le discours de ce « ministre-le-plus-populaire-à-droite » a le plus de prise : les mentalités ; l'écueil réside moins dans les contraintes ou les interdictions que dans la diffusion massive de clichés concernant l'éducation.
Nous subissons aujourd'hui une régression généralisée des préoccupations éducatives de la « population ». La crise aidant, on est prêt à balayer plusieurs décennies de recherches et d'études en matière d'échec scolaire, de psychologie et de bon sens pédagogique. Et si dans les faits, apparemment, rien n'a changé, sans vouloir jouer les oiseaux de mauvais augure, je crains que le renversement du discours pédagogique se matérialise, dans les années à venir, par une floraison de tracasseries administratives propres à empoisonner la vie, de plus d'un éducateur. Si vous voulez davantage de détails, je vous invite à demander à votre inspecteur ou autre petit chef, ce qu'il vous réserve comme surprise.

ALORS, WE ARE DAMNED ?

Bien qu'au mouvement Freinet nous n'ayons pas l'habitude de déléguer nos pouvoirs, certains d'entre nous ont cru qu'avec le 10 mai 81, s'ouvrait enfin l'ère de la justice et de l'intelligence. La réalité fut bien différente : du point de vue général de la Nation au point de vue particulier de l'École, justice et intelligence restent des objectifs à atteindre. Des signes de dégradation de l'ensemble de la société sont même perceptibles (augmentation du chômage, baisse du pouvoir d'achat, montée du racisme, etc.). Or, le destin de notre société et de son école se joue autour de l'articulation centrale de la **modernisation**. Mais, une fois de plus, la référence française en matière d'économie et de choix de société, ce sont les U.S.A. C'est donc de la politique « reaganienne » que s'inspirent nos réformateurs. Et aujourd'hui, mutations technologiques riment avec récession économique, main-d'œuvre soumise et compé-



titivité. L'objectif visé est l'hyperprivatisation de la société (et de l'école) et l'ouverture du champ le plus vaste possible aux lois du marché. Aussi, pour réaliser ce rêve, les modernisateurs ont besoin d'avoir les mains tout à fait libres. On travaille donc à se débarrasser des gêneurs, qu'ils soient syndicalistes ou militants pédagogiques. On déploie un discours allant dans cette direction du type : « la pédagogie de l'éveil a fourvoyé les objectifs de l'école qui sont d'apprendre à lire et à compter » ou bien « le syndicalisme n'a pas su s'adapter aux nouvelles données du monde du travail ». L'homme de la rue en conclut : « oui aux dictées, non aux syndicats ». Et peu importe s'il y a contresens à vouloir moderniser l'école à grands coups de retour aux pratiques d'antan...

Il est clair que la régression de l'école participe à la régression de la société dans les choix que l'on fait pour nous : la compétition à outrance. Ic et nunc, la modernisation engendre la sélection. Dans sa course vers toujours plus de rentabilité, le système n'a que faire des canards boiteux : enfants ou adultes, il faut les neutraliser le plus tôt possible. « Militant de base » du Mouvement, je n'ai aucune idée de l'état des tractations entre le mouvement Freinet et le Ministère... A la limite, ça ne m'intéresse pas, car ce ne sont pas les décisions et les lois élaborées dans le secret des ministères qui rendent la vie meilleure. Encore un mythe à abattre. Je considère même comme dangereux pour la démocratie, pour la vie, la réglementation de cette dernière par le haut. Et de toutes façons, la liberté, l'épanouissement des enfants ne se marchandent pas.

MYTHES MITEUX

Aujourd'hui, être progressiste, n'est-ce pas, avant tout, se montrer d'une extrême vigilance face aux clichés de toutes sortes ? (Mais qu'est-ce « être de gauche » ?)

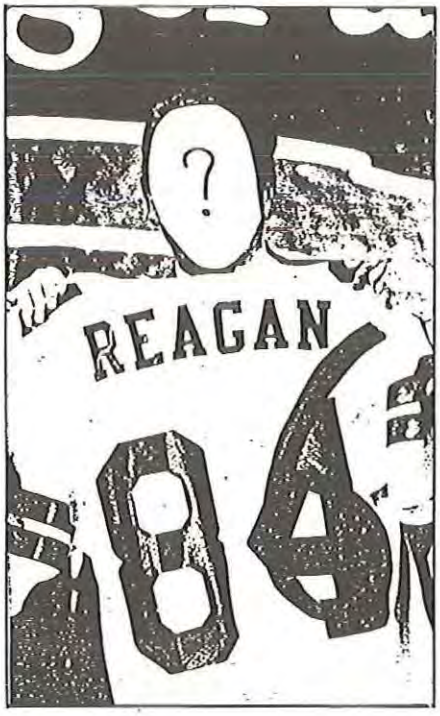
Avant-hier, nous abandonnions le mythe du grand soir ; hier, celui de la programmation du changement. Aujourd'hui, le réalisme de certains les pousse à abandonner l'idée même de changement. Et ils s'en vont tristement, le nez plongé dans leur nombril et leurs souvenirs.

« Les sanglots longs
Des violons
De l'automne
Blessent mon cœur
D'une langueur
Monotone. »

Non, non et non ! La réalité est inacceptable ; je veux dire les données actuelles de la condition des enfants. Il faut rompre avec le cercle si vieux et vicieux de la société carnivore qui compte sur l'école pour lui fournir techniciens et main-d'œuvre fatalement serviles depuis l'enfance.

Nous sommes parvenus à ne plus lorgner sur le haut de la pyramide politique, il est temps de quitter notre ombilic pour porter notre regard vers « nos semblables, nos frères... », tous ceux qui, comme nous, souffrent de ce monde qui marche à l'envers.

Tous ceux qui vivent déjà ce que nous redoutons pour l'Éducation nationale : multiples pressions pour affaiblir leur parole (syndicale) et leur image de marque auprès de la population (voir la C.G.T. à Renault-Billancourt), travailleurs du dimanche dans les grandes surfaces, etc. Bref, ces travailleurs dont on dit comme pour nous, qu'ils sont dépassés avec leurs valeurs désuètes qui ont pour noms : solidarité, échange, autogestion, expression de chacun pour le bien de tous...

Il n'y a pas plus de spécialiste de l'éducation qu'il n'y a de spécialiste en « mutations technologiques ». En tous cas, une véritable efficacité de l'école et de la production passent par la démocratisation des institutions et la prise en charge par chacun du destin collectif qui réside dans ces institutions.

24 novembre 1985
Jean ASTIER